

Monsieur Lopes (président du Conseil d'administration de la North American Model United Nations Assembly), M. Sayers (secrétaire général de cette Assemblée), distingués visiteurs et délégués des Nations Unies,

Je suis très heureuse d'être ici ce soir au dîner de clôture de l'assemblée de cette semaine. Les Nations Unies représentent un élément essentiel de la politique étrangère du Canada, et personnellement, j'appuie fermement l'ONU ainsi que ses idéaux.

Vous accordez vous-mêmes une grande importance à ces idéaux, puisque beaucoup d'entre vous avez consacré votre semaine de lecture à cette rencontre ou laissé tomber des cours pour y assister. En fait, je crois savoir qu'en raison des compressions budgétaires effectuées par les universités, un grand nombre d'entre vous ont dû assumer eux-mêmes leurs frais de voyage pour venir ici à Toronto.

L'ONU connaît elle-même une crise budgétaire quasi permanente depuis sa création. En fait, la situation était tellement critique à la fin de 1991, que la presse a publié à intervalles réguliers des articles dont les auteurs s'interrogeaient sur la capacité du Secrétariat de payer ses employés pour le mois de décembre.

Ceci étant dit, je suis heureuse de dire que, fidèles à leurs traditions, le Canada et un certain nombre d'autres pays membres résolus ont payé au complet leurs cotisations pour 1992 avant la fin de 1991. Quels que soient ses problèmes - et il y en a quelques-uns -, il aurait été tragique, non seulement pour l'ONU mais pour le monde entier, que cette grande organisation s'écroule, faute d'un appui financier suffisant de la part de ses membres!

Toutefois, ce problème, qui est de taille, n'est pas un simple problème de trésorerie à court terme. La récession mondiale et ses effets sur la capacité de tous les États membres de verser leur cotisation, ainsi que la disparition de pays tels que l'URSS, qui assumait jusqu'ici une part importante du budget, limitent sérieusement la capacité de l'ONU de remplir pleinement son mandat.

Les États issus de l'ex-Union soviétique doivent évidemment assumer une juste part du financement de l'ONU, et nous les avons exhortés à le faire. En outre, tous les autres États membres qui contribuent à la nouvelle vitalité des Nations Unies et en bénéficient doivent remplir sans délai leurs obligations antérieures et actuelles. Je suis sûre que les participants à la présente assemblée retiendront ce message.

Fait ironique, bien que l'ONU soit dans une situation financière précaire, ses ressources font l'objet d'une demande qui croît